



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
22 avril 2013  
Français  
Original: anglais

### Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Vingt-deuxième session

Vienne, 22-26 avril 2013

### Projet de rapport

*Rapporteur:* Mohammad Hossein **Ghaniei** (République islamique d'Iran)

### Organisation de la session

#### A. Consultations informelles d'avant-session

1. À la reprise de sa vingt et unième session, le 7 décembre 2012, la Commission est convenue de tenir sa vingt-deuxième session du 22 au 26 avril 2013 et des consultations informelles d'avant-session le jour ouvrable précédant le premier jour de la session, à savoir le 19 avril 2013. Elle est également convenue de tenir la reprise de sa vingt-deuxième session les 12 et 13 décembre 2013.

2. Lors des consultations informelles d'avant-session, présidées par le Deuxième Vice-Président, Freddy Padilla de León (Colombie), le 19 avril 2013, la Commission a procédé à un examen préliminaire des projets de résolutions qui avaient été déposés à la date limite du 2 avril 2013 et discuté de questions liées à l'organisation de sa vingt-deuxième session.

#### B. Ouverture et durée de la session

3. La Commission a tenu sa vingt-deuxième session à Vienne du 22 au 26 avril 2013. Elle a tenu 10 séances plénières et 8 séances du Comité plénier. Le Président de la Commission a ouvert la session. Aux 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> séances, le 22 avril 2013, des déclarations liminaires ont été faites par le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et par les représentants du Soudan (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), de l'Égypte (au nom du Groupe des États d'Afrique), de la Chine (au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique), du Guatemala (au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des



Caraïbes) et de l'Irlande (au nom de l'Union européenne et de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, de la Géorgie, de l'Islande, de la République de Moldova, de la Serbie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, du Monténégro, de la Turquie et de l'Ukraine, ainsi que du Liechtenstein et de la Norvège). Des déclarations ont en outre été faites par le Ministre des migrations et Secrétaire d'État à la sécurité et à la justice des Pays-Bas, par le Représentant spécial du Président de la Fédération de Russie chargé de la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, par le Président de la Cour suprême de la Colombie, par le Vice-Ministre de la justice de la Chine, par le Vice-Ministre de l'intérieur de l'Espagne, par le Vice-Ministre de la gouvernance et de la politique du Costa-Rica, par le Conseiller juridique du Ministre d'État aux affaires intérieures du Qatar, par le Président de la Commission indépendante sur les pratiques de corruption et autres infractions apparentées du Nigéria, par le Sous-secrétaire adjoint principal du Bureau des affaires internationales de stupéfiants et de répression du Département d'État des États-Unis, par le Secrétaire général adjoint du Ministère de l'intérieur de l'Inde et par le Chef adjoint du Département de la diplomatie multilatérale et Chef de la Division des politiques mondiales et de la coopération humanitaire du Ministère des affaires étrangères du Bélarus. Une déclaration a aussi été faite par le Procureur général de l'État de Palestine. Le Directeur de l'Office européen de police (Europol) a également fait une déclaration.

### **C. Participation**

4. Les représentants de [...] États membres de la Commission ont participé à la vingt-deuxième session. Étaient également présents les observateurs de [...] autres États Membres de l'ONU et de [...] États non membres, ainsi que les représentants de [...] entités du système des Nations Unies et les observateurs des instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, de [...] organisations intergouvernementales et de [...] organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social. La liste des participants est publiée sous la cote E/CN.15/2013/INF/2.

### **D. Élection du Bureau**

5. Conformément à la résolution 2003/31 du Conseil économique et social et à l'article 15 du Règlement intérieur des commissions techniques de ce dernier, la Commission, à l'issue de la reprise de sa vingt et unième session, le 7 décembre 2012, a ouvert sa vingt-deuxième session à la seule fin d'élire son Bureau pour cette session. Compte tenu de la rotation des fonctions selon le principe de la répartition régionale, les membres du Bureau élus pour la vingt-deuxième session de la Commission et leurs groupes régionaux respectifs sont énumérés ci-dessous.

6. Le 16 janvier 2013, les États d'Europe orientale ont présenté la candidature de Valery Voronetsky (Bélarus) à la fonction de Premier Vice-Président. La Commission a entériné cette candidature lors de l'examen du point 1 de l'ordre du jour.

7. Le Bureau de la Commission à sa vingt-deuxième session était composé comme suit:

<i>Président</i>	États d'Afrique	Xolisa Mfundiso Mabhongo (Afrique du Sud)
<i>Premier Vice-Président</i>	États d'Europe orientale	Valery Voronetsky (Biélarus)
<i>Deuxième Vice-Président</i>	États d'Amérique latine et des Caraïbes	Freddy Padilla de León (Colombie)
<i>Troisième Vice-Président</i>	États d'Europe occidentale et autres États	Alberto Groff (Suisse)
<i>Rapporteur</i>	États d'Asie et du Pacifique	Mohammad Hossein Ghaniei (République islamique d'Iran)

8. Un groupe composé des présidents des cinq groupes régionaux (Albanie, Chine, Égypte, France et Guatemala), du Soudan (au nom du Groupe des 77 et de la Chine) et de l'Irlande (au nom de l'Union européenne) a été créé afin d'aider le Président de la Commission à régler les questions d'organisation. Il constituait, avec le Bureau élu, le Bureau élargi prévu dans la résolution 2003/31 du Conseil économique et social. Au cours de la vingt-deuxième session de la Commission, le Bureau élargi s'est réuni les [...] et [...] avril 2013 pour examiner des questions liées à l'organisation des travaux.

## **E. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux**

9. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 22 avril 2013, la Commission a adopté l'ordre du jour provisoire et l'organisation des travaux (E/CN.15/2013/1), que le Conseil économique et social avait approuvés par sa décision 2012/238.

## **F. Documentation**

10. La liste des documents dont la Commission était saisie à sa vingt-deuxième session figure dans le document de séance E/CN.15/2013/CRP.[...].